

Projet de centrale marémotrice à Passamaquoddy

En réponse à une demande de renseignements de M. A. W. Stuart (député libéral de Charlotte) qui désirait savoir si la Commission mixte internationale avait présenté un rapport concernant le projet précité, M. Pearson répondit, le 13 septembre, ce qui suit:

Les questions relatives à l'entreprise de Passamaquoddy, déferées le 9 septembre 1948 à la Commission mixte internationale, avaient un objet limité. Elles engageaient la Commission à présenter un rapport aux deux gouvernements sur l'étendue et le coût de l'enquête complète qui serait nécessaire pour déterminer si le plan est pratique et dans l'intérêt public des deux pays.

La Commission n'a pas encore présenté son rapport. Je crois savoir, cependant, que le conseil technique de la Commission internationale a présenté son rapport final à la Commission et que celle-ci compte présenter son rapport aux deux gouvernements à l'issue de sa réunion d'octobre qui doit avoir lieu à Ottawa.

Chemin de fer Canada-Alaska

En réponse à une demande de renseignements présentée par M. Gordon Graydon (député conservateur-progressiste de Peel) et dans laquelle il signalait que, d'après une dépêche, le Département l'État américain avait fait savoir au Gouvernement canadien qu'il avait l'intention d'entamer ce mois-ci des pourparlers sur des propositions relatives à la construction en territoire canadien d'une voie ferrée se prolongeant jusqu'à l'Alaska, M. Pearson déclara, le 13 septembre, ce qui suit:

Après avoir examiné la question, je constate qu'un représentant de l'ambassade des États-Unis a fait savoir au ministère des Affaires extérieures que des hauts fonctionnaires américains désiraient peut-être, à une date quelconque de ce mois-ci, entamer des pourparlers à ce propos avec des hauts fonctionnaires canadiens. L'idée d'entretiens détaillés au sujet d'un relevé relatif à l'emplacement a été discutée avec l'ambassade américaine, mais jusqu'ici on n'a pu déterminer où en est la question. C'est à peu près tout ce que je peux dire sur cet aspect du problème tant que nous n'aurons pas reçu d'autres renseignements de Washington.

On se rappellera que le 18 novembre dernier, en réponse à une question, j'ai informé la Chambre que les autorités canadiennes s'étaient renseignées sur la possibilité de prolonger le chemin de fer de la Colombie-Britannique jusqu'à l'Alaska. Or elles ont constaté que le coût d'aménagement serait très élevé par rapport au volume de transport civil et militaire qui passerait par là prochainement.

Rien ne laisse supposer que les vues des autorités américaines diffèrent sensiblement des nôtres pour ce qui est de l'avantage de donner suite immédiatement à ce projet. De toute façon, il semble probable qu'à cause des exigences d'un programme croissant de défense dans les deux pays, qui nous obligent à réduire les dépenses non essentielles à la défense, il est très difficile d'affecter des fonds à une entreprise de cette importance dans un avenir rapproché. Je dis cela parce qu'à mon avis bon nombre de gens de l'ouest du pays ont l'impression que les autorités américaines consentiraient volontiers à entreprendre des levés et à aménager le chemin de fer surtout, sinon entièrement, aux frais des États-Unis.